



LES SYNTHÈSES DE CEROM - N° 10 - AOÛT 2010

LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNION EN 2009

La Réunion fortement touchée

En 2009, dans un contexte international de récession économique et dans un environnement local fragilisé par la forte baisse d'activité dans le BTP, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion exprimé en monnaie constante a chuté de 2,7 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides.

La croissance 2009 enregistre ainsi son plus mauvais résultat depuis 1993. Elle est inférieure de près de six points à celle de 2008. Elle est proche de celle de la France qui s'établit à - 2,6 %.

L'évolution du PIB en valeur (- 2,5 %) est à peine supérieure. Il a diminué de 370 millions d'euros pour s'établir à 14,4 milliards d'euros. La hausse moyenne des prix des composantes du PIB est estimée à 0,3 %.

Elle est tirée vers le bas par les prix des importations (- 2,1 %) en particulier des produits pétroliers (- 16,5 %), tandis que l'évolution des prix à la consommation a connu une accalmie par rapport à 2008 (+ 0,5 %) et que les prix des investissements baissent (- 1,4 %).

L'investissement s'écroule

Les trois principaux piliers de l'investissement rencontrent de grosses difficultés. Les travaux publics connaissent un trou d'air important après la fin du chantier de la route des Tamarins et le retard ou l'annulation des projets devant prendre le relais (tram-train, pôle océan, Zénith...).

L'impact sur le PIB avait été estimé à deux points de croissance en moins en 2009.

Le logement semble également à la peine. Les statistiques actuellement disponibles du Consuel indiquent une baisse importante, de l'ordre de 14 %, des livraisons.

Enfin, les achats de biens d'équipement sont en légère progression, uniquement grâce à l'acquisition exceptionnelle de deux avions lourds. Hors avions, les importations de biens d'équipements chutent de 17,8 % en valeur et de 19,3 % en volume. Globalement, l'investissement est estimé en baisse de 7,8 %.

La consommation résiste

Les difficultés économiques ont provoqué une baisse de l'emploi salarié marchand et une hausse du chômage. La masse salariale distribuée dans les secteurs marchands est de ce fait en retrait de 3,5 %. Après la prise en compte du secteur public, l'évolution de la masse salariale demeure négative (- 0,4 %). Cette baisse est en partie compensée par l'explosion des prestations sociales de 9,0 %, en particulier des allocations chômage (+ 32,2 %).

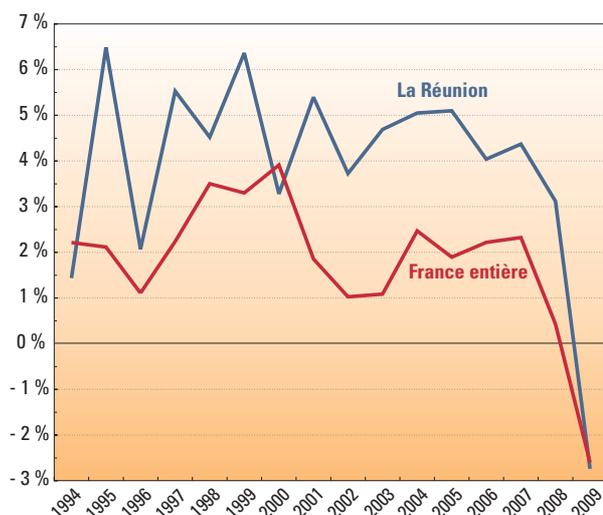
Au total, le revenu disponible des ménages augmente de 1,8 %, ce qui a soutenu leur consommation. À prix constants, celle-ci croît de 1,0 %, en net ralentissement par rapport aux années précédentes. Elle augmentait de 2,4 % en 2008 et de 4,6 % en moyenne entre 1998 et 2007.

Comptes Rapides pour l'Outre-Mer (Cerom)

L'année 2009 marque la 5^e réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD, et l'ledom, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance en volume, en %



Sources : Insee - Comptes nationaux ; Cerom - Comptes rapides

La consommation finale des administrations, qui est restée dynamique (+ 3,6 %), a permis de limiter la baisse d'activité. Son impact sur le PIB est de + 0,9 point.

Les importations ayant diminué de 7,5 %, les entreprises, anticipant la baisse de la demande, ont fortement déstocké.

La demande extérieure n'a pas permis de soutenir l'activité : les dépenses des touristes n'ont pas augmenté et sont même en recul à prix constants (- 0,3 %). Les exportations sont en retrait de 3,5 %, principalement du fait de la baisse des produits des industries agroalimentaires, qui représentent près des deux tiers des exportations réunionnaises.

Le secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche) est le seul secteur dont la valeur ajoutée est en net progrès (+ 11 %).

Le résultat agricole progresse de 10 % grâce à la prime bagasse. À l'inverse, la valeur ajoutée de la construction chute de près de 15 % et celle de l'industrie de 10 %, en particulier les secteurs liés à la construction (industrie des produits minéraux et industrie des biens intermédiaires). Les services marchands ont moins souffert (- 1 %).

Sous l'effet combiné de la récession et de la croissance démographique, le PIB moyen par habitant chute de 3,6 % en valeur et de 3,9 % à prix constants.

La remontée du chômage freine la consommation et les revenus

En 2009, la forte dégradation du marché du travail a durement impacté la consommation et le revenu des ménages réunionnais. Déjà en ralentissement l'année précédente, la consommation des ménages progresse de 1,9 % en valeur, soit une chute de 3,4 points par rapport à 2008. En monnaie constante, la consommation des ménages est en hausse de seulement 1,0 %, après 2,4 % en 2008. Entre 1998 et 2007, l'évolution moyenne atteignait 4,6 % par an.

Le ralentissement de la consommation se répercute sur les importations de biens de consommation, dont la valeur baisse de 6,8 %. Les plus touchés, l'équipement du foyer et l'édition, chutent respectivement de 14,8 % et 11,8 %, suivi de l'habillement (- 6,9 %). Les importations de produits de pharmacie, d'entretien et parfumerie augmentent de 1,3 %.

Le ralentissement de la consommation résulte du faible accroissement du revenu des ménages réunionnais. En 2009, le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse de 1,8 % en valeur, et correspond à l'évolution la plus faible de ces vingt dernières années.

Le PIB et ses principales composantes en 2009

en milliards d'euros (valeur courante)	2009	Évolution 2009/2008 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	14,42	- 2,7	0,3	- 2,5
Consommation des ménages	9,34	1,0	0,9	1,9
Consommation des administrations publiques	5,69	2,3	1,3	3,6
Investissement	3,41	- 6,5	- 1,4	- 7,8
Importations de biens	4,18	- 5,5	- 2,1	- 7,5
Exportations de biens	0,26	- 2,4	- 1,2	- 3,5
Dépense des touristes	0,30	- 0,3	0,5	0,2

Source : Cerom - Comptes rapides

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit "quasi-comptable". Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements de ces comportements.

L'inflation ayant été limitée cette année (+ 0,5 %), le RDBM augmente finalement de 1,3 % en volume.

Le faible niveau de hausse salariale combiné au dynamisme démographique réunionnais engendre un ralentissement du RDBM par habitant estimé à + 0,6 % en valeur, soit une stagnation à prix constants.

Les ménages ont également été confrontés à la difficulté d'accès au crédit, suite à la crise financière. Les achats importants se sont donc réduits, et le marché de l'automobile a été particulièrement touché. Ainsi, la diminution des ventes de véhicules de tourisme, amorcée en 2008, se poursuit en 2009 (- 10 %). Anticipant cette baisse, les importateurs ont réduit leurs commandes en valeur de près de 22 %.

Baisse importante de la masse salariale dans le BTP

Principale composante du revenu, la masse salariale décroît globalement de 0,4 % en valeur. La hausse du smic horaire brut de 1,26 % versée aux bas salaires du secteur privé est plus faible qu'en 2008 (+ 3,2 %). Le secteur de la construction, le plus touché suite au ralentissement de l'activité (un emploi sur cinq a disparu), a perdu 15,4 % de sa masse salariale. En lien direct, la

masse salariale dans le secteur des produits minéraux se replie fortement (- 12,5 %). Dans le secteur secondaire, seule la masse salariale de l'industrie de la viande et du lait progresse, de 1,8 %.

Dans le tertiaire, le commerce et la réparation automobile ainsi que les autres services aux entreprises tirent la masse salariale vers le bas, enregistrant des baisses respectives de 3,5 et 3,3 %. L'hôtellerie et la restauration reculent également de 2,5 %, après une progression de 6,6 % en 2008. A contrario, la masse salariale versée dans les autres services aux particuliers augmente de 5,6 %.

Dans le secteur public, la masse salariale croît de 3,2 % grâce aux revalorisations successives du point d'indice des fonctionnaires (+ 0,5 % en juillet 2009 suivi de + 0,3 % en octobre) et à l'augmentation des dépenses de personnel des collectivités locales.

Hausse record des prestations versées par les Assedic

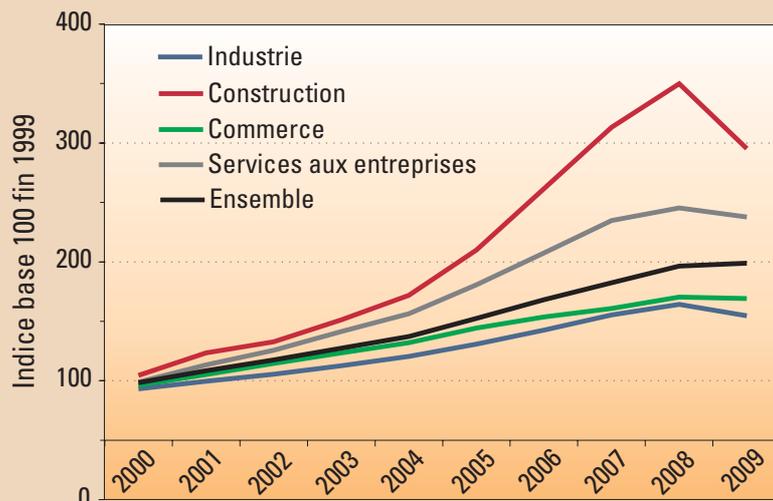
Les prestations sociales constituent une part importante du revenu des ménages réunionnais. En 2009, le montant en espèces versé aux ménages progresse à un taux record de 9,0 %.

Évolution du revenu disponible des ménages (en %)

	TOTAL		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2008-2009	1,8	1,3	0,6	0,0
Moyenne annuelle 1999-2009	6,0	4,0	4,5	2,5

Le revenu disponible brut des ménages additionne leurs revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leurs sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Évolution de la masse salariale des secteurs marchands



L'évolution de la masse salariale englobe celle des effectifs et celle des salaires. Les salaires évoluent avec la hausse du Smic et avec les différentes augmentations catégorielles ou individuelles.

Source : Insee - Epure

Conséquence directe de la très forte dégradation du marché du travail, les montants distribués par les Assedic bondissent de 32,2 %, après 9,1 % en 2008. Ils s'élèvent à 450 millions d'euros, niveau jamais atteint auparavant.

Les prestations versées par la Caisse d'allocations familiales évoluent peu, de 1,9 %, très en deçà des évolutions constatées aux débuts des années 2000.

Enfin, malgré l'arrivée à la retraite de générations plus nombreuses, le montant des retraites versées progresse plus faiblement que l'année précédente (+ 5,1 % après + 6,2 % en 2008). Toutefois, le milliard d'euros versés a été franchi en 2009.

Mis en place au 1^{er} mars 2009, le Revenu supplémentaire temporaire d'activité est alloué aux personnes sous contrat de travail dont le revenu brut est inférieur ou égal à 1,4 Smic. Les prestations versées s'élèvent en 2009 à 36 millions d'euros. Ce complément contribue très légèrement à l'augmentation globale des prestations sociales en espèces. ■

■ Michel BRASSET
chef de la division "comptes économiques et analyses macro-économiques" - Insee Réunion

■ Cédric RÉALE
chargé des comptes rapides - Insee Réunion

Les publications



Guadeloupe : -"Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe" - octobre 2008. -"Guadeloupe : une économie en déficit... d'image" - mars 2004.

Guyane : -"Guyane - Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée" - décembre 2008.

La Réunion : -"Compte satellite du tourisme 2005" - décembre 2009.

-"Le secteur de l'environnement à la Réunion" - juillet 2009.

-"Émergence de nouveaux moteurs de croissance" - novembre 2005.

-"Une double transition presque réussie : chômage, productivité et politique de l'emploi à La Réunion" - octobre 2004.

Martinique : -"Les entreprises en Martinique" - juin 2007.

Mayotte : -"Évaluation du PIB à Mayotte" - mai 2005.

Régions ultrapériphériques : - "L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance" - mars 2008.

Nouvelle-Calédonie : -"Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2008" - janvier 2010.

-"Les défis de la croissance calédonienne" - décembre 2008.

Polynésie française : -"L'économie polynésienne post CEP : une dépendance difficile à surmonter 1995-2003" - janvier 2008.

Saint-Pierre et Miquelon : -"Premières synthèses sur l'économie de Saint-Pierre et Miquelon en 2004" - septembre 2006.

Wallis-et-Futuna : -"Évaluation du PIB de Wallis-et-Futuna" - janvier 2009.